



La loi Gattaz passe à l'Assemblée... Mais la balle est toujours dans notre camp

À l'Assemblée nationale, depuis le mardi 3 mai, on discute de la loi Travail et de ses 5 000 amendements. D'un côté, la droite est embarrassée à l'occasion de cette loi dont même Sarkozy n'avait pas osé rêver. De l'autre, quelques frondeurs du PS tentent de ménager leur avenir politique (et électoral) en ne se mouillant pas trop derrière un gouvernement détesté. Mais derrière le théâtre parlementaire se tiennent les vrais dirigeants. Cette loi, ce sont les grandes entreprises et le Medef de Gattaz qui l'ont dictée au gouvernement. **49-3 ? Pas 49-3 ?**

L'épisode parlementaire sera peut-être de courte durée si le gouvernement utilisait l'article 49-3 de la Constitution pour imposer le projet de loi, comme l'envisagent Manuel Valls et François Hollande.

Mais 49-3 ou pas, cela ne changerait pas grand-chose pour les travailleurs. En 2006, Chirac avait bien dû remballer son 'Contrat première embauche' devant la mobilisation de la jeunesse et des salariés, après avoir utilisé le 49-3 pour l'imposer et après même avoir promulgué la loi.

« *La vraie démocratie, elle est ici* » ont souvent scandé les jeunes dans les nombreuses manifestations contre la loi Travail qui se tiennent depuis plus de deux mois.

Oui, quand le monde du travail, quand la jeunesse se mêlent des affaires qui les concernent en descendant dans la rue, en faisant grève, en s'organisant, en étudiant les mauvais coups que les gouvernements et patrons nous préparent et en réfléchissant à comment y répondre, c'est infiniment plus démocratique.

Bien mieux que de laisser notre sort à nos prétendus représentants que nous aurions élus il y a quatre ans parmi les différents candidats à gérer les affaires de la bourgeoisie. La « démocratie » des gouvernants a sacrément l'odeur des gaz lacrymogènes et le goût des matraques et de la répression. La violence et les casseurs, il faut les rechercher du côté des puissants : du côté du Medef et de son gouvernement.

Comment gagner ?

Bien sûr, pour en finir avec cette loi anti-travailleurs, la mobilisation devrait monter d'un cran. Au-delà de journées d'action espacées, il faudrait que de larges secteurs du monde du travail entrent en grève, pour menacer les affaires des

patrons du Medef et les toucher au portefeuille.

Ce mardi 10 mai, les cheminots sont à nouveau dans les rues de Paris pour manifester contre les attaques du gouvernement et de leur direction (le 'Décret socle', c'est un peu leur loi Travail). Mais après les grèves de 24 heures du 9 mars, du 31 mars, du 26 avril, beaucoup d'entre eux disent qu'il serait vraiment temps de passer à la vitesse supérieure et qu'il ne suffira pas d'accumuler des journées de grève espacées. Sauf que leurs directions syndicales font la sourde oreille.

Les routiers sont appelés, par leurs syndicats CGT et FO, à une grève illimitée à partir du 16 mai. Des manifestations sont prévues ce jeudi 12 mai par les organisations syndicales.

Oui, il faut continuer à se mobiliser contre la loi Travail, saisir toutes les occasions de se faire entendre, et préparer la suite.

L'expérience accumulée en deux mois de mobilisations sera précieuse

C'est en luttant tous ensemble, en joignant les mobilisations de tous les secteurs, du public et du privé, de la jeunesse et des travailleurs, que l'on pourrait construire une force suffisante. C'est en nous organisant à la base et en nous coordonnant que nous pouvons gagner. Les étudiants qui ont cherché le contact avec les salariés ont bien raison.

Les Nuit debout qui se sont développées dans de nombreuses villes du pays, y compris certaines petites, ont le mérite de maintenir vive, soir après soir depuis le 31 mars, la contestation. Mais elles permettent aussi de regrouper ceux qui ont envie de faire remballer la loi Travail au gouvernement, et pourraient servir de cadre pour préparer le combat. L'indispensable convergence des luttes est à notre portée.

Baisse des effectifs et montée de la précarité

Face à la diminution drastique des effectifs ouvriers, la direction a recours aux intérimaires nécessaires ici et là pour que la production puisse se faire. Certains sont d'ores et déjà au statut CDI intérimaire négocié par PSA avec Manpower pour avoir des salariés précaires à sa disposition exclusive. Ils vont et viennent, avec des contrats de semaine en semaine, et on apprend souvent la veille que demain sera leur dernier jour...

Ce sont nos collègues, et nous avons en commun d'être tous poussés vers la sortie, d'une manière plus ou moins brutale. L'union fait la force...

Droit au repos et droit au soleil !

Le week-end dernier, au lieu de bénéficier d'un repos ensoleillé, l'équipe B a dû revenir travailler vendredi, puis faire le samedi en H+. Ceux qui voulaient faire le pont ont dû poser deux jours. C'est l'arnaque totale, celle des compteurs C Mod, à laquelle il faudrait tous ensemble mettre un coup d'arrêt.

Licencieur de haut niveau

Pour justifier le montant de sa rémunération, 5,24 millions d'euros, Tavares a déclaré qu'il se considérait « comme un pilote de Formule 1 ou un joueur de football »... Mais à 57 ans il continue à se remplir les poches quand la plupart des sportifs a raccroché les crampons depuis belle lurette et surtout on n'a jamais entendu parler d'un footballeur organisant des plans de suppressions de postes dans son équipe. Son cynisme mérite un bon carton rouge... comme notre colère.

Avant-goût de Loi Travail à PSA La Janais

Un nouveau véhicule arriverait à PSA La Janais... Avec embauche de 100 « CDI intérim » ! Bah oui, loi Travail oblige : c'est PDI (Précarité à durée indéterminée). Mais « en échange », les ouvriers devront dire bye-bye aux plus âgés et aux augmentations de salaire, car la direction en profite pour imposer le gel et de nouveaux plans départs.

« Un signe d'espoir », « un accord donnant-donnant » prétendent les complaisants qui ont signé l'accord... plutôt un chantage répugnant sans aucune garantie côté salariés!

Grèce : nouvelle journée de grève

Ports bloqués, métro, bus et trains arrêtés, hôpitaux en service minimum, mairies occupées, barrages d'agriculteurs et d'éleveurs : vendredi, la Grèce était paralysée par la quatrième journée de

grève générale depuis la réélection du gouvernement Tsipras en septembre 2015. Cette fois, le gouvernement souhaite baisser de 15 % les retraites supérieures à 750 euros, et les retraités touchant plus de 2 000 euros perdront 40 %. Le plafond des revenus non imposables sera ramené à 9 100 euros. Contre les lois retraite en Grèce, la loi Travail en France, travailleurs de tous les pays, même combat !

Le tonneau des Danaïdes

Une étude publiée dans le journal allemand *Handelsblatt* révèle que 95 % des 220 milliards d'euros que la Grèce a reçus au titre de ses deux plans de « sauvetage » ont servi... à rembourser d'anciennes dettes, payer les intérêts de la dette souveraine et recapitaliser les banques grecques. La politique de l'Union européenne et du FMI en la matière est un véritable puits sans fond, dont les travailleurs grecs ne verront le bout qu'en y mettant un terme.

Les voix du pouvoir et du patronat

Dimanche, Hollande commémorait l'anniversaire de la fin de la Deuxième guerre mondiale le 8 mai 1945. Ce même jour de 1945, à Sétif, des dizaines de milliers d'Algériens qui manifestaient pour réclamer l'indépendance furent massacrés par l'État français, sur ordre d'un gouvernement gaulliste auquel participaient des ministres socialistes et communistes. Pourtant, dimanche, aucun mot de Hollande là-dessus.

Il n'était visiblement pas le seul à entendre des voix martiales, puisque Macron, histoire d'en rajouter sur le Front national, présidait les très chauvines « fêtes de Jeanne d'Arc » à Orléans, saluant celle qui aurait « rassemblé la France ». Tout comme Hollande, Sarkozy et Le Pen, « en marche » donc pour nous entuber lors du scrutin de 2017 ?

Debout !

Une centaine de personnes a bloqué l'entrepôt frigorifique d'Auchan sud-ouest, près de Bordeaux, dans la nuit du vendredi jusqu'au samedi midi, empêchant ainsi toute sortie de camion. Cette mobilisation contre la loi Travail visait à toucher les patrons directement au portefeuille. Une réussite, puisque certains étalages des magasins étaient vides dans la journée du samedi occasionnant des pertes allant jusqu'à 400 000 euros pour Auchan. Bien sûr ce n'est pas suffisant pour faire reculer le gouvernement. Mais empêcher massivement les patrons de réaliser leurs profits, par la grève ou les blocages généralisés, est bien le seul moyen pour y arriver.